



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique économique et fiscale

Question au Gouvernement n° 1146

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FISCALE

Mme la présidente. La parole est à M. Éric Woerth, pour le groupe Les Républicains.

M. Éric Woerth. Monsieur le Premier ministre, vous vous trompez de politique économique et fiscale et ça commence à se voir. Vos résultats sont mauvais, dans l'absolu comme par comparaison.

M. Erwan Balanant. Ils étaient tellement bons quand vous étiez ministre !

M. Éric Woerth. Vous avez tout misé sur la croissance et rien sur les réformes structurelles. Aujourd'hui, la croissance s'essouffle parce que la consommation des ménages ralentit sous l'effet de vos mesures. Vous voilà comme un surfeur sans vague ! Votre politique, les Français ne la comprennent pas, parce qu'elle est bourrée de contradictions.

Contradictions avec vos promesses de redressement des comptes. Malgré une conjoncture qui reste favorable, la dépense publique continue d'augmenter : 20 milliards de plus en 2018, 25 milliards en 2019. C'est deux fois le budget de la Ville de Paris ! J'ai la conviction que vous avez abandonné toute volonté de baisse réelle de la dépense publique. Vous vouliez rompre avec la politique du rabout : vous y recourez massivement sous l'effet de la panique budgétaire. Tout cela a une conséquence sur le déficit : en 2018, il ne baissera pas et en 2019, pour la première fois depuis dix ans, il augmentera.

Contradictions sur le pouvoir d'achat des Français. Vous aviez promis de l'augmenter : il baisse.

M. Erwan Balanant. Faux !

M. Éric Woerth. Demandez aux retraités si leur pouvoir d'achat a augmenté ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*) Demandez aux jeunes qui, avec le prélèvement à la source, vont payer l'impôt sur le revenu dès leur première année de travail si leur pouvoir d'achat va augmenter ! Demandez aux 5 % des Français les plus modestes ce qu'ils pensent de la baisse de leur pouvoir d'achat de près de 1 % en 2018 !

Contradictions sur la compétitivité et le chômage. Vous prétendiez faciliter la vie des entreprises avec la loi PACTE, et dans le même temps vous augmentez leurs charges administratives avec le prélèvement à la source. Vous repoussez aussi les baisses de charges patronales sur les bas salaires, alors que le chômage stagne et que celui des non-qualifiés est au cœur du chômage français.

Vous aviez promis la rupture avec le passé : la seule rupture, c'est avec vos promesses. Monsieur le Premier ministre, votre politique économique et fiscale est confuse et doit être clarifiée. Quand allez-vous en changer ?

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'action et des comptes publics. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR. – Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics. Monsieur le président de la commission des finances, je suis très heureux de vous retrouver en cette rentrée. Je vous sens en forme !

Vous évoquez un surfeur sans vague : ça s'appelle du paddle et c'est vous qui pédalez en l'occurrence, monsieur le président. (*Rires et applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Je n'ai pas bien compris le sens de votre question si ce n'est que vous ne souteniez pas forcément les options du Gouvernement. Nous aurons quatre mois pour en discuter côte à côte, avec, je crois, un certain respect mutuel.

Permettez-moi quand même de constater que, cette année, pour la première fois depuis vingt ans, et ce sera encore le cas l'année prochaine, pour les trois années du gouvernement d'Édouard Philippe et du Président de la République, notre pays est sous la barre des 3 %. Vous savez, monsieur Woerth, à quel point c'est difficile d'être sous la barre des 3 %, pour avoir malheureusement pu le constater vous-même lorsque vous étiez ministre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Effectivement, monsieur le président Woerth, nous ne partageons pas les mêmes options économiques. Il faudrait d'ailleurs savoir quelles sont les options de l'opposition : entre ceux qui veulent augmenter le SMIC de 20 % et ceux qui pensent qu'il faut relever la TVA de deux points, on s'y perd !

Ce qui est certain, c'est que vous avez oublié la dimension sociale du travail que jadis nous défendions ensemble. Pourquoi ne plus parler des heures supplémentaires que la majorité est seule désormais à présenter aux Français, aux ouvriers, aux employés ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. - Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Plusieurs députés du groupe LR . menteur !

M. Gérald Darmanin, ministre . Ne vous énervez pas ! Peut-être que vous rattraperez l'erreur de ne pas avoir supprimé la taxe d'habitation par un vote favorable en ce qui concerne les heures supplémentaires ! Nous y verrons un intérêt du débat.

En tout cas, monsieur le président Woerth, je me réjouis et j'espère avec vous un peu plus de vent pour mon pays. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Woerth](#)

Circonscription : Oise (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1146

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Action et comptes publics

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 septembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 septembre 2018](#)